

son rapport approfondi et stimulant, qui devrait contribuer à élargir, dans les pays en développement comme dans la communauté internationale, l'examen des stratégies et ressources nécessaires pour faire face aux besoins humains essentiels des enfants et des mères dans les régions défavorisées ou peu favorisées du monde en développement;

2. *Approuve* le projet de résolution suivant⁹⁸ et le recommande à l'Assemblée générale pour adoption:

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 3408 (XXX), en date du 28 novembre 1975, dans laquelle, notamment, elle invite le Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance à examiner à fond la question des services de base en faveur de l'enfance dans les pays en développement,

Reconnaissant que la fourniture de services de base aux enfants des pays en développement constitue un élément important du processus de développement,

Notant que le concept des services de base constitue l'application à un certain nombre d'activités en faveur de l'enfance des principes adoptés par l'Assemblée mondiale de la santé lors de sa vingt-huitième session, qui s'est tenue à Genève du 13 au 30 mai 1975, et par le Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance à sa session de 1975, qui s'est tenue à New York du 14 au 30 mai 1975, pour répondre aux besoins sanitaires fondamentaux,

Convaincue que le concept et la stratégie des services de base, tout en fournissant des principes directeurs sur lesquels le Fonds des Nations Unies pour l'enfance pourra fonder son action future, valent d'être adoptés par les institutions et les pouvoirs publics s'occupant de favoriser les programmes en faveur du développement humain dans les pays en développement,

Soulignant l'importance d'une coopération internationale accrue pour appuyer les services de base en tant qu'élément essentiel du développement social et économique,

Estimant que l'aide extérieure requise pour appuyer ces services devrait être dans les possibilités de la communauté internationale,

1. *Prie instamment* les pays en développement d'incorporer le concept et l'approche des services de base dans leurs plans et stratégies de développement nationaux;

2. *Prie instamment* les pays développés et les autres pays en mesure de le faire de fournir, par des voies bilatérales ou multilatérales, y compris par l'intermédiaire du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, une aide extérieure en vue d'appuyer les efforts déployés par les pays en développement pour mettre en place ou développer les services de base en faveur de l'enfance;

3. *Exhorte* la communauté internationale à reconnaître qu'elle a pour responsabilité de coopérer davantage aux fins du développement économique et social, tant au niveau des plans internationaux qu'au niveau des plans nationaux, en fournissant son appui aux services de base.

2031^e séance plénière
4 août 1976

2023 (LXI). Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement

Le Conseil économique et social,

Rappelant les résolutions 3251 (XXIX), en date du 4 décembre 1974, et 3461 (XXX), en date du 11 décembre

⁹⁸ *Ibid.*, par. 25.

1975, ainsi que les autres résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

Rappelant en outre les décisions pertinentes adoptées par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement à ses dix-huitième⁹⁹, dix-neuvième¹⁰⁰, vingtième¹⁰¹, vingt et unième¹⁰² et vingt-deuxième¹⁰³ sessions,

Prenant note avec satisfaction du fait que l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement a renouvelé l'assurance que le Programme accordait son appui à la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement et souhaitait que cette conférence soit un succès¹⁰⁴,

1. *Prend acte* du rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement sur sa vingt-deuxième session;

2. *Décide* de recommander à l'Assemblée générale, à sa trente et unième session:

a) De convoquer la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement, qui se tiendra à Buenos Aires (Argentine), du 23 août au 6 septembre 1977;

b) De désigner le Comité de session du Conseil d'administration du Programme chargé de la coopération technique entre pays en développement comme Comité préparatoire de la Conférence, qui serait ouvert à la participation de tous les membres et devrait tenir deux sessions, et si nécessaire trois, avant la Conférence;

c) De prier le Secrétaire général de convoquer la première session du Comité préparatoire de la Conférence en janvier 1977;

d) De prier le Secrétaire général et l'Administrateur du Programme de se consulter quant aux meilleurs moyens de fournir à la Conférence des services adéquats, compte tenu de l'expérience acquise par l'Organisation des Nations Unies et particulièrement par le secrétariat du Conseil économique et social, pour ce qui est de l'organisation de conférences mondiales;

e) De prier le Secrétaire général de fournir, au titre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, les fonds nécessaires pour financer le coût des services de conférence requis pour les réunions du Comité préparatoire et pour la Conférence elle-même, y compris, pour la Conférence, des services linguistiques en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe, de manière à assurer l'organisation efficace de ces réunions et de la Conférence;

f) De prendre note de l'ordre du jour provisoire de la Conférence contenu dans le rapport de l'Administrateur

⁹⁹ *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-septième session, Supplément n° 2 A (E/5543/Rev.1), par. 224.*

¹⁰⁰ *Ibid.*, cinquante-neuvième session, Supplément n° 2 (E/5646), par. 164.

¹⁰¹ *Ibid.*, Supplément n° 2 A (E/5703/Rev.1), par. 332.

¹⁰² *Ibid.*, soixante et unième session, Supplément n° 2 (E/5779), par. 302.

¹⁰³ *Ibid.*, Supplément n° 2 A (E/5846), par. 512.

¹⁰⁴ *Ibid.*, par. 462.

du Programme sur l'organisation de la Conférence ¹⁰⁵, qui devra être définitivement arrêté par le Comité préparatoire, à sa première session, sur la base des observations et suggestions faites à la vingt-deuxième session du Conseil d'administration du Programme et des résultats des réunions intergouvernementales régionales préparatoires à la Conférence;

g) De prier l'Administrateur du Programme d'obtenir la collaboration des organisations participantes et chargées de l'exécution aux préparatifs de la Conférence, y compris pour ce qui est de l'élaboration de la documentation de base, et, à cette fin, d'approuver la constitution d'une équipe spéciale interorganisations dans le cadre du Bureau consultatif interorganisations;

h) De prier en outre les organisations participantes et chargées de l'exécution et les commissions régionales de prendre pleinement part aux préparatifs de la Conférence, en étroite coopération et coordination avec le Programme, et de présenter au Comité préparatoire des rapports sur leurs activités visant à promouvoir la coopération technique entre pays en développement, ainsi que des suggestions et recommandations destinées éventuellement à être incluses dans le plan d'action qui sera établi pour la Conférence;

i) D'inviter les gouvernements des Etats Membres, en particulier ceux des pays en développement, à participer activement aux préparatifs de la Conférence et, à cette fin, à désigner un coordonnateur ou un attaché de liaison, à l'échelon national, ou à prendre d'autres dispositions selon qu'il conviendra, en vue, notamment, d'élaborer des documents nationaux sur leur expérience et leurs capacités en matière de coopération technique entre pays en développement, pour présentation à la Conférence; à cet effet, le Programme devrait élaborer des normes afin de faciliter l'uniformité dans la présentation des documents;

j) De prier le Secrétaire général et l'Administrateur du Programme de prendre toutes les mesures nécessaires pour inclure la question de la coopération technique entre pays en développement parmi les principaux domaines sur lesquels porteront les activités du Service de l'information du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et les activités entreprises au titre du programme ordinaire d'information du Programme des Nations Unies pour le développement en 1977, afin de susciter et d'entretenir l'intérêt du monde entier pour la Conférence et ses objectifs;

k) De prier le Secrétaire général d'inviter à la Conférence tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'organismes du système des Nations Unies ainsi que d'autres participants, selon l'énumération qui en est donnée dans la résolution 3438 (XXX) de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 1975, et la résolution 1982 (LX) du Conseil économique et social, du 19 avril 1976.

2031^e séance plénière
4 août 1976

2024 (LXI). Activités opérationnelles pour le développement

Le Conseil économique et social,

Réaffirmant le Consensus fondamental sur les fonctions et les opérations du système des Nations Unies pour le développement, tel qu'il est formulé dans l'annexe de la résolution 2688 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1970, et particulièrement la nécessité permanente de coordonner et d'intégrer l'assistance technique fournie par le système, en fonction des priorités des pays bénéficiaires,

Réaffirmant d'autre part que la mise en œuvre de la coopération technique multilatérale est un effort commun entrepris par tout le système des Nations Unies, qui reconnaît le rôle central du Programme des Nations Unies pour le développement,

Prenant acte avec satisfaction des rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement sur ses vingt et unième ¹⁰⁶ et vingt-deuxième ¹⁰⁷ sessions, et en particulier de sa décision concernant la cohérence du système des Nations Unies ¹⁰⁸,

1. *Prie* toutes les organisations internationales participant au système des Nations Unies pour le développement:

a) De renforcer leur coordination mutuelle, tant entre leurs sièges que dans les pays bénéficiaires, en vue d'améliorer l'intégration de l'assistance technique au niveau des pays conformément au Consensus exprimé dans l'annexe de la résolution 2688 (XXV) de l'Assemblée générale, afin, notamment, que le représentant résident puisse assurer, au nom des organisations, la coordination centrale des programmes d'aide au développement entrepris par le système au niveau local, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 63 du Consensus;

b) En particulier, de prendre les mesures nécessaires pour renforcer leur coopération avec le réseau de bureaux locaux des Nations Unies et notamment, lorsque cela est possible, de conclure des arrangements communs au sujet des fonctions des conseillers techniques auprès des représentants résidents, afin d'assurer l'adoption d'une approche intégrée et interdisciplinaire pour ce qui est des activités opérationnelles;

2. *Prie* le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement de présenter au Conseil économique et social, à sa soixante-troisième session, un rapport sur les progrès réalisés dans cette amélioration de la coordination entre les sièges et au niveau local avec, si cela est nécessaire, des recommandations à ce sujet;

3. *Réaffirme* qu'il est souhaitable que des contributions volontaires supplémentaires aux programmes d'assistance technique du système des Nations Unies pour le développement soient canalisées par l'intermédiaire du Programme, en tant qu'organe central chargé du finance-

¹⁰⁵ DP/202, par. 9.

¹⁰⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, soixante et unième session, Supplément n° 2 (E/5779).

¹⁰⁷ Ibid., Supplément n° 2 A (E/5846).

¹⁰⁸ Ibid., par. 158.